

Interview publiée dans *L'Humanité* du 25 septembre 2000

CONSTRUIRE ENSEMBLE

Entretien réalisé par Emmanuelle Cariou pour *L'Humanité* dans le cadre d'une série d'articles intitulée « Quelle république ? L'avenir des institutions françaises en débat. »

Comment concilier affirmation culturelle et démocratie ? Rencontre avec Ronan Le Coadic, sociologue et animateur de l'association Identités et démocratie.

La revendication identitaire peut-elle être porteuse de démocratie ?

L'identité, très mobilisatrice, peut être manipulée et conduire à l'intégrisme. De plus, selon les partisans français de la « tradition républicaine » ou une partie des libéraux anglo-saxons, les « particularismes » conduisent à la constitution de communautés oppressives, contraires à l'universalisme. Pourtant, le fait de considérer les citoyens comme des êtres abstraits, sans tenir compte de leur sexe, de leur origine sociale, de leur langue ou de leur histoire, ne risque-t-il pas d'aboutir à une forme d'oppression ? En d'autres termes, l'apparente « neutralité » de l'État-nation ne dissimule-t-elle pas une culture hégémonique ? La revendication identitaire peut être porteuse de démocratie si elle conduit à une reconnaissance des êtres humains tels qu'ils sont vraiment, avec les droits collectifs qui en résultent. La démocratie politique a su évoluer vers une démocratie plus sociale. Elle doit maintenant prendre également en compte la dimension culturelle de la personne humaine. Et cela passe, à mon avis, par une remise en cause du lien entre État et nation.

Le débat autour de la Corse relance le débat sur la décentralisation et le statut des régions. Qu'en est-il en Bretagne ?

Très peu de Bretons se disent autonomistes parce qu'ils ne savent pas bien ce que signifie ce terme. Ils prennent l'autonomie, voie politique modérée, pour une forme de sécession, voire d'autarcie ! En revanche, paradoxalement, ces mêmes Bretons sont 19 %, selon un sondage récent, à se dire favorables à la voie plus radicale de l'indépendance (contre seulement 14 % des Corses !) Cela peut paraître incompréhensible. En fait, les Bretons ont envie d'une maison confortable sans, pour autant, avoir la moindre notion d'architecture... Le fond du problème, c'est que la société bretonne connaît depuis quelques décennies une évolution profonde, alors que ses représentants restent relativement immobiles et ne proposent pas de vision de l'avenir à leurs concitoyens.

Interview publiée dans *L'Humanité* du 25 septembre 2000

Sur le plan psychosociologique, une évolution fondamentale s'est produite. Il y a trente ans, on avait honte d'être Breton. C'était un tabou. La culture française représentait la civilisation et s'affirmer breton, c'était vouloir retourner à la barbarie. L'image du breton qui avait été cristallisée par la littérature française du xix^e siècle et diffusée par l'école de la République était celle d'un sauvage «dépourvu de toute combinaison intellectuelle», selon l'expression de Balzac. Aujourd'hui, c'est fini. Mais lever ce tabou, c'est tout remettre en question. Sur le plan économique et social, également, la Bretagne est en plein bouleversement. Son agriculture? qui, jusqu'à présent, avait «porté» toute la société? connaît une grave crise. La population bretonne tend, peu à peu, à se concentrer dans quelques centres urbains. De plus, la nature même des activités se transforme : la recherche, l'innovation et l'ensemble des « invisibles » se développent. Et les Bretons, qui se sont battus pendant des années pour pouvoir vivre et travailler au pays, revendiquent le droit de défendre eux-mêmes leurs dossiers à Bruxelles, voire d'assumer certaines responsabilités. Or, ces évolutions des « infrastructures », pour parler en termes marxistes, n'ont pas de traduction dans les « superstructures ».

Car, qu'il s'agisse du monde politique ou du mouvement breton, chacun continue dans sa logique, sans paraître encore mesurer l'importance des évolutions en cours. Le mouvement breton continue à s'opposer à l'État, au lieu de tenter de séduire la population et il axe tous ses efforts sur la défense de la langue, en négligeant l'économie. Quant aux hommes politiques, leur horizon paraît limité à une France où la question corse effraye. Ils ne tirent pas d'enseignements des multiples expériences d'autonomie ou de fédéralisme menées en Europe et dans le reste du monde. Or, c'est bien à l'échelle planétaire qu'il faut repenser toutes ces questions. Il ne s'agit pas de séparer les êtres humains les uns des autres, mais de les fédérer sur la base de droits collectifs et du respect de la dignité humaine.

En Bretagne, Alain Madelin et une partie du patronat revendiquent eux aussi plus de pouvoirs pour la région. N'y a-t-il pas un risque de voir les inégalités s'accroître entre régions sous la pression libérale ?

En effet, le patronat breton est en avance dans sa réflexion sur ces questions. Il a étudié et compris l'ampleur du phénomène et il « surfe sur la vague » identitaire. Sans doute les patrons, dans le cadre d'un projet libéral, estiment-ils que tout est bon pour affaiblir l'État. Il serait donc d'autant plus utile de développer un autre projet, visant à renforcer la démocratie. Il faut étendre le principe de subsidiarité et permettre à chaque échelon d'exercer les responsabilités pour lesquelles il est le mieux qualifié.

C'est vrai sur le plan culturel. Tous les Bretons qui le souhaitent devraient pouvoir apprendre leur langue à l'école, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. De même, l'histoire de Bretagne devrait être enseignée à tous les niveaux de la scolarité. Cependant, il faut aller bien au delà des questions culturelles. Par exemple, la France n'a pas de politique maritime. La Bretagne aurait tout intérêt à développer ses ports, mais

Interview publiée dans *L'Humanité* du 25 septembre 2000

elle n'en a pas les moyens. Or, il faut savoir que le budget de l'Écosse représente quarante fois celui de la Bretagne ! Les questions économiques, politiques et culturelles sont étroitement liées.